



ASSEMBLÉE NATIONALE

11ème législature

enseignants

Question au Gouvernement n° 844

Texte de la question

M. le président. La parole est à M. François Bayrou.

M. François Bayrou. Monsieur le président, ma question s'adresse à M. le ministre de l'éducation nationale.

(Exclamations sur les bancs du groupe socialiste.)

M. le président. S'il vous plaît, un peu de silence ! M. Bayrou a seul la parole !

M. François Bayrou. Monsieur le ministre, des manifestations - des «mouvements», comme on dit - cela arrive à tous les ministres de l'éducation nationale. (Rires et exclamations sur les bancs du groupe socialiste.)

M. Patrice Carvalho. L'héritage !

M. François Bayrou. Est-il pour autant nécessaire d'expliquer que c'est toujours la faute des autres,...

M. Jean-Claude Lefort. La vôtre, certainement !

M. Didier Boulaud. Ca, oui !

M. François Bayrou. ... la faute des enseignants, la faute de l'administration, la faute de vos prédécesseurs au ministère de l'éducation nationale. («Oui ! oui !» sur plusieurs bancs du groupe socialiste.)

Ces prédécesseurs sont en effet nombreux et trois au moins se trouvent dans cette enceinte.

Monsieur le ministre, nous avons de multiples points de désaccord. Ils sont publics et exprimés. Mais nous nous accordons sur un point: tout, dans l'éducation, n'est pas affaire de moyens.

Vous avez annoncé un plan pour répondre au mouvement lycéen. Ce plan se résume assez simplement: 4 milliards demandés aux régions, qui devront en assumer le remboursement,...

Plusieurs députés du groupe socialiste. La question !

M. François Bayrou. ... et quelques milliers, ce qui est bien, d'emplois-jeunes ou d'appelés du contingent. Mais puis-je vous rappeler que le recours aux appelés du contingent ne durera pas autant que les contributions, puisqu'à l'avenir, il n'y en aura plus ?

Les lycéens diront si ces moyens suffisent. Peut-être avez-vous choisi de laisser s'essouffler le mouvement pendant un temps suffisamment long pour que leur réponse soit positive ! (Exclamations sur les bancs du groupe socialiste.) C'est l'affaire des lycéens !

Cela dit, je pense que votre plan est léger, mais je sais que l'on ne trouve pas toujours les moyens nécessaires. (Exclamations sur les bancs du groupe socialiste.)

M. Franck Borotra. Le plan est aussi léger que le ministre !

M. François Bayrou. Une catégorie d'acteurs du système éducatif n'a trouvé dans votre plan aucune réponse: ces «pelés», ces «galeux» que sont aujourd'hui les enseignants. («Oh !» sur les bancs du groupe socialiste.)

M. Didier Boulaud. Quel démago !

M. François Bayrou. Mes chers collègues, puis-je aller jusqu'au bout de mon propos ? Vous crierez après ! (Exclamations sur les bancs du groupe socialiste.)

M. le président. S'il vous plaît, mes chers collègues !

M. Didier Boulaud. Quel démago ! C'est honteux !

M. François Bayrou. Monsieur le ministre, les enseignants français ont le sentiment de subir un manque de considération, des attaques injustes et, avec la mesure relative aux heures supplémentaires, une amputation de leur salaire. Tout cela, ils le vivent très difficilement. (Exclamations sur les bancs du groupe socialiste.)

M. Didier Boulaud. Démago !

M. François Bayrou. Il s'agit là, monsieur le ministre de l'éducation nationale, d'un problème pour vous et pour le Gouvernement. Puis-je ajouter qu'il s'agit d'un problème national ?

Nous avons tous intérêt à faire en sorte, au-delà des frontières partisanses,...

M. Didier Boulaud. Qu'avez-vous fait pendant quatre ans ? Rien !

M. François Bayrou. ... que se cicatrisent les blessures que ressentent les enseignants français.

Quelles mesures comptez-vous prendre pour rétablir le climat de confiance entre les enseignants et la nation ?

(Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour la démocratie française-Alliance, du groupe du Rassemblement pour la République et du groupe Démocratie libérale et Indépendants. - Exclamations sur les bancs du groupe socialiste.)

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'éducation nationale, de la recherche et de la technologie.

M. Claude Allègre, ministre de l'éducation nationale, de la recherche et de la technologie. Monsieur le député, il est clair, depuis le début, que ce gouvernement place l'élève au centre du système éducatif. (« Bravo ! » sur plusieurs bancs du groupe socialiste.)

Ainsi, toutes les mesures qui seront prises le seront d'abord et avant tout dans l'intérêt des élèves. (« Très bien ! » et applaudissements sur les bancs du groupe socialiste. - Exclamations sur plusieurs bancs du groupe de l'Union pour la démocratie française-Alliance et du groupe Démocratie libérale et Indépendants.)

Les enseignants jouent un rôle éminent et irremplaçable dans le système.

M. Christian Cuvilliez. Il faut le dire !

M. Jean Ueberschlag. Ah ! Quand même !

M. le ministre de l'éducation nationale, de la recherche et de la technologie. Cela, et depuis longtemps, ne nous a pas échappé.

Vous savez très bien que c'est le gouvernement de Lionel Jospin qui a revalorisé la fonction enseignante comme personne ne l'avait fait jusqu'alors. (Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste et sur plusieurs bancs du groupe communiste et du groupe Radical, Citoyen et Vert. - Exclamations sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République.)

M. Alain Néri. On n'en a pas l'impression !

M. le ministre de l'éducation nationale, de la recherche et de la technologie. Il a créé 60 000 postes d'enseignant. (Applaudissements sur les bancs des groupes socialiste.)

Pour ma part, j'ai décidé, après cet effort quantitatif sans précédent, de m'attaquer au problème fondamental de la qualité de la vie des enseignants, dont les conditions de travail n'ont pas été améliorées depuis des années. C'est pourquoi j'ai prévu, dans le plan que je présente aujourd'hui, de construire dans tous les lycées des bureaux pour les enseignants. (Rires et exclamations sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République, du groupe de l'Union pour la démocratie française-Alliance et du groupe Démocratie libérale et Indépendants.)

M. le président. S'il vous plaît, mes chers collègues !

M. le ministre de l'éducation nationale, de la recherche et de la technologie. Dans les mois à venir, nous expliquerons comment nous comptons améliorer peu à peu le statut et la vie de l'enseignant.

M. Jean-Jacques Jégou. Avec des bureaux ?

M. le ministre de l'éducation nationale, de la recherche et de la technologie. Il s'agit de faire en sorte que les enseignants puissent non pas exercer un magistère lointain du haut d'une chaire, mais aider les élèves, et en particulier ceux qui rencontrent le plus de difficultés.

L'égalité des chances et la modernité sont les deux axes de notre politique. (Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste.)

Données clés

Auteur : [M. François Bayrou](#)

Circonscription : Pyrénées-Atlantiques (2^e circonscription) - Union pour la démocratie française-Alliance

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 844

Rubrique : Enseignement : personnel

Ministère interrogé : éducation nationale, recherche et technologie

Ministère attributaire : éducation nationale, recherche et technologie

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 22 octobre 1998, page 7115

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 22 octobre 1998